

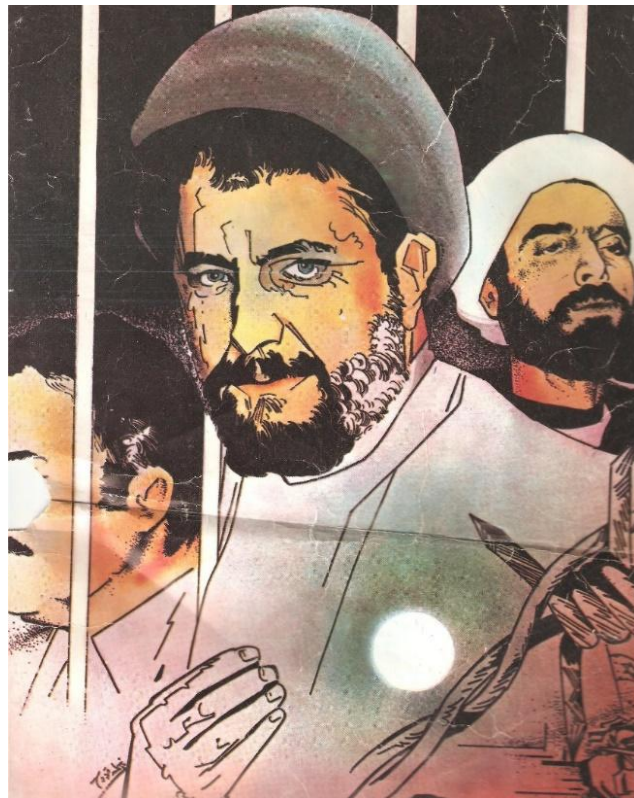
Musa al-Sadr (1928-1978)

La postérité politique d'un imam
dans le Liban contemporain

Tristan Hillion-Launey



Il y a un peu plus de 47 ans, Musa al-Sadr (1928-1978), théologien chiite libanais et fondateur du mouvement Amal disparaissait en Libye après y avoir été invité officiellement par le guide libyen Mouammar Kadhafi. Sadr et deux de ses associés, le journaliste Abbas Badr al-Din et le cheikh Muhammad Ya'qub, furent aperçus une dernière fois le 31 août 1978 à Tripoli. Le clerc chiite accorda une interview au journal *al-Nahda al-kuwaytiyya* où il déclara que lui et son organisation resteraient « toujours dans la même tranchée que la résistance palestinienne »¹, puis la délégation libanaise quitta l'hôtel al-Shati pour se rendre à une entrevue avec le colonel Kadhafi. Ils ne donnèrent plus jamais signe de vie et les partisans de Musa al-Sadr annoncèrent leur disparition deux semaines plus tard.



De gauche à droite, Abbas Badr al-Din, Musa al-Sadr et Muhammad Ya'qub. Affiche réalisée par Nabil Qadduh © Jaridat Amal

Plusieurs enquêtes furent conduites dans les mois et les années suivantes. Les conclusions furent presque toutes les mêmes : Sadr et ses deux collaborateurs, qui devaient se rendre à Paris en passant par Rome, ne quittèrent jamais le territoire libyen, malgré les affirmations contradictoires et dissimulations maladroites des services de renseignement de Kadhafi (1942-2011). Un employé de l'aéroport de Tripoli affirma que les trois passagers avaient bien

¹ Ya'qūb Ḍāhir, *Masīrat al-imām Mūsā al-Ṣadr, yawmiyāt wa wathā'iq* [Le parcours de l'imam Musa al-Sadr, chronologie et documents], Beyrouth, Dar Bilal, 2000, tome 9, p. 61.

embarqué pour Rome, tandis que la compagnie Alitalia et les autorités italiennes réfutèrent ces allégations. Une partie de leurs affaires personnelles furent néanmoins retrouvées dans un hôtel de Rome : le turban de Sadr, ses attachés-cases et leurs passeports. D'après les employés de l'hôtel, deux personnes ressemblant assez peu à Sadr et Ya'qub, et qui avaient d'ailleurs mal renseigné leurs noms, avaient réservé une chambre pour une semaine, mais n'y restèrent qu'une journée, se volatilissant juste après leur arrivée.

Celui qui voulait rassembler les « déshérités du monde entier » sous sa bannière, en particulier ceux du Liban, de Palestine et d'Iran, constituait une source de préoccupation pour plusieurs puissances influentes, à commencer par Israël, la Libye, l'Irak, l'Iran, ou encore la Syrie, dans une moindre mesure. Le Shah d'Iran, Mohammad Reza Pahlavi (1917-1980), chercha jusqu'à la fin à obtenir son soutien, mais plusieurs fidèles de Sadr contribuèrent néanmoins à accélérer sa chute, depuis le Liban. Sadr et son bras droit Mustapha Shamran (1932-1981) avaient en effet fait le pari de la révolution iranienne, et, malgré des divergences notables, ils entretenaient également des liens étroits avec la révolution palestinienne (1965-1982)². Privés injustement et abruptement de leur Imam, les amis et fidèles de Sadr remuèrent ciel et terre afin de le retrouver, mobilisant toutes les modalités d'action possibles : pétitions, manifestations pacifiques, pressions diplomatiques régionales et internationales, détournements d'avions et ciblage des intérêts libyens au Liban pour les plus radicaux, en vain.

L'erratique chef de la Jamahiriya libyenne, qui prétendait être l'héritier de Nasser et ne cachait pas ses ambitions régionales, notamment dans le Liban en guerre de la seconde moitié des années 1970, trouvait en Sadr un opposant opiniâtre. Le motif réel de la visite de celui que ses partisans appelaient « l'Imam Musa », était d'aplanir les nombreux différends qui l'opposaient à Kadhafi. Ceux-ci portaient notamment sur les réalités politiques et militaires du Liban Sud, ainsi que de la place stratégique de la communauté chiite libanaise dans le conflit contre Israël et les guerres civiles libanaises (1975-1991). Sadr cherchait à éteindre cette guerre intestine, à la fois interlibanaise et libano-palestinienne, tandis que Kadhafi et d'autres potentats régionaux tentaient de s'imposer comme leurs principaux parrains. Le dirigeant libyen souhaitait encourager la victoire de la gauche « progressiste » — alliée de la résistance palestinienne — contre le « camp chrétien réactionnaire », deux blocs en réalité beaucoup plus composites³ qui s'affrontèrent à partir du 13 avril 1975. Quant au

² Terme employé par les dirigeants de l'Organisation de libération de la Palestine, notamment du Fatah de Yasser Arafat, pour désigner la période de réflexion intellectuelle et politique et la lutte armée menée conjointement par les factions palestiniennes contre l'armée israélienne depuis les territoires occupés (Gaza et Cisjordanie illégalement occupés depuis 1967), la Jordanie puis le Liban.

³ Ces clivages complexes s'articulaient autour de plusieurs points : la réforme ou le maintien du système politique confessionnel (qui accordait une prééminence aux communautés maronites et sunnites dans la direction de l'État et des institutions) et le soutien ou l'opposition aux organisations palestiniennes déployées au Liban depuis la fin des années 1960.

sayyid Musa, chef religieux, politique et militaire d'une immense partie de la communauté chiite, il se voulait un pont entre les belligérants. Son projet était de mettre fin à la guerre civile et d'unifier l'ensemble des composantes de la société libanaise contre Israël. Bafouant les normes d'hospitalité arabe dont Kadhafi se faisait le champion, ce dernier fit disparaître son invité pendant sa visite, exécutant les basses œuvres d'un complot vraisemblablement ourdi dans plusieurs capitales régionales. Invité officiellement pour les cérémonies de la « révolution d'al-Fatih » instaurées par le colonel pour célébrer sa prise de pouvoir le 1^{er} septembre 1969, Sadr venait d'être emprisonné ou assassiné par les services de sécurité du pays hôte, à l'époque dirigés par Abd Allah al-Senoussi.



Une femme porte le portrait de Sadr dans ses mains pendant un rassemblement dans le Liban Sud. « Tu resteras le sanctuaire de nos cœurs et un espoir qui sèche les larmes aux coins de nos yeux » © Jaridat Amal

Le mystère perdure sur les dessous de cette disparition et l'identité précise des commanditaires. Véritable césure dans l'histoire du chiisme libanais, l'affaire eut des retentissements jusqu'en Irak et en Iran, où Sadr comptait de nombreux amis, collègues et partisans. Cette affaire continue d'agiter, par intermittence, les eaux troubles du présent

libanais. En 2015 par exemple, le fils du dirigeant libyen déchu était enlevé à Damas par des hommes armés, puis exfiltré vers le Liban, avant d'être remis aux services de renseignement libanais, puis emprisonné. Hannibal Kadhafi, qui avait deux ans au moment de la disparition de Sadr, fut accusé de retenir des informations sur le sort de Musa al-Sadr et écroué au Liban jusqu'en octobre 2025. Une délégation du nouveau gouvernement libyen s'est en effet acquittée du paiement de sa caution de 900 000 USD par l'entremise de son avocat français Laurent Bayon, permettant au fils de Kadhafi de quitter discrètement le Liban après dix ans d'emprisonnement⁴.

Au-delà des rebondissements de cette enquête, d'autres facteurs ancrent la figure de Musa al-Sadr dans le présent, à commencer par la permanence des opérations militaires israéliennes dans le Liban-Sud et la quasi-absence de l'État libanais dans les régions visées par l'État hébreu depuis novembre 2024. Le retrait de l'armée libanaise du Liban Sud le 2 mars 2026, après le déclenchement d'un nouvel épisode de bombardements « contre les infrastructures du Hezbollah »⁵, a abandonné 300 000 habitants à leur sort, sommés par Israël d'évacuer leurs villages, ne faisant que renforcer ce sentiment d'abandon des populations par l'État central. Pendant les 46 jours d'offensives israéliennes (2 mars—16 avril 2026), plus d'un million de personnes ont été déplacées, du Sud, de la Bekaa et de Beyrouth, soit 20 à 25 % de la population libanaise⁶.

Le processus historique initié par Sadr à la fin des années 1960, dans un Liban tourmenté et sous le feu des offensives répétées de l'armée israélienne, n'a jamais été clos. Cette œuvre collective, enrichie par les efforts de ses fidèles et successeurs, continue de se construire sous nos yeux. Ce nouvel épisode de la guerre, qui s'est ouvert le 2 mars 2026 entre l'armée israélienne et le Hezbollah, ne semble être que le plus récent chapitre de cette histoire inachevée. Si Sadr est une des clefs pour comprendre l'histoire contemporaine du Liban et de la communauté chiite en particulier, il constitue également un prisme pertinent pour éclairer plusieurs dynamiques du présent, avec des prolongements jusqu'en Iran. L'héritage politique et spirituel de Musa al-Sadr est polyphonique, utilisé et mobilisé au service de revendications et de mobilisations parfois concurrentes. Cet article n'a pas vocation à

⁴ Laure Stephan, « Hannibal Kadhafi libéré après dix années de détention sans jugement », *Le Monde*, 11 novembre 2025.

⁵ L'opération israélienne qui s'est déroulée au Liban du 2 mars au 16 avril 2026 a conduit à la mort de 2300 personnes. 7000 autres ont été blessées. Les frappes du 8 avril 2026, qui ont touché plusieurs quartiers de Beyrouth, nommée « Opération obscurité absolue » (*eternal darkness*) par l'état-major israélien, ont, à elles seules, fait plus de 350 morts et 1200 blessés, avec vraisemblablement une grande majorité de civils. Au prétexte de viser « une centaine de postes de commandement et d'infrastructures militaires », des immeubles résidentiels de plusieurs étages ont été détruits par l'aviation israélienne, parfois avec l'ensemble de leurs habitants. Hélène Sallon, Adrienne Surprenant, « Les Libanais enterrent les morts du « mercredi noir » : « Nous ne sommes pas que des chiffres », *Le Monde*, 11 avril 2026.

⁶ ONU Info, *Au Liban, un déplacement massif, soudain et chaotique*, Paix et sécurité, 26 mars 2026 ; « Liban, 19000 enfants déplacés chaque jour », UNICEF, 27 mars 2026.

retracer intégralement le parcours de ce leader politico-religieux ni l'ensemble des usages dont cette figure est l'objet ; il vise plutôt à en expliquer la permanence dans le présent du Liban, ainsi que les raisons pour lesquelles son héritage fut et continue à être réactivé et sacralisé par une multitude d'acteurs, bien au-delà de la seule communauté chiite.

Un religieux en prise avec les défis de son temps

Né en 1928 dans une prestigieuse famille religieuse installée en Iran, à Qom, mais présente en Irak et au Liban depuis plusieurs générations⁷, Musa al-Sadr suivit des études religieuses traditionnelles entre les villes saintes d'Irak et d'Iran afin de devenir clerc, et en particulier *mujtahid*. Ce titre est attribué aux étudiants en sciences religieuses chiites qui ont terminé leurs trois cycles d'études, et qui sont ainsi habilités à représenter les plus hautes autorités religieuses, les *marja'* (installés principalement dans les villes saintes de Najaf et de Qom)⁸. Au Liban, et dans le sud du pays en particulier, la première moitié du vingtième siècle est marquée par l'empreinte de plusieurs *mujtahid* de premier plan : Abd al-Husayn Sharaf al-Din, installé à Tyr et Muhsin al-Amin à Damas. C'est le premier que Sadr fut invité à remplacer à sa mort en 1957. La famille Sharaf al-Din, et les autorités religieuses de Najaf et de Qom, incitèrent en effet Musa al-Sadr à assurer la direction spirituelle de la communauté chiite du Liban-Sud, où il finit par s'installer définitivement entre 1959 et 1961.

Parallèlement à son cursus religieux, Musa al-Sadr avait aussi suivi une formation d'économie dans la faculté de droit de Téhéran, où il obtint une licence. C'est au cours de ces années charnières pour le Proche-Orient que Sadr fut témoin de l'élection et des réformes de Mossadegh, notamment la nationalisation du pétrole iranien, puis du coup d'État orchestré par la CIA et le MI6 pour renverser le Premier ministre légitimement élu et réinstaurer le Shah en août 1953. La montée en puissance du communisme et les visées soviétiques sur le nord de l'Iran constituèrent un autre horizon redouté par Sadr dans ses premières années de formation. À l'instar de plusieurs de ses pairs oulémas, il affirma dans des écrits et discours que l'Islam, et la foi plus généralement, offrait une troisième voie, « ni Ouest ni Est », différente des systèmes capitalistes et socialistes. Ce même slogan fut ensuite repris et popularisé par Khomeini. Enfin, la création de l'État d'Israël, l'élargissement de sa colonisation et de son influence politique et militaire sur la région après 1948 furent appréhendés comme une menace existentielle par Sadr et ses pairs. Et ce fut surtout depuis

⁷ Les Sharaf al-Din sont considérés comme la branche libanaise de la famille Sadr. Seules les branches irakiennes et iraniennes de la famille portent le nom Sadr. Il s'agit donc d'une famille cléricale transnationale liée par des alliances matrimoniales avec la plupart des autres lignées, qualifiées de « maisons de science », de par les mondes chiites. Une des nièces de Sadr se maria ainsi avec un des fils de Khomeini, tandis que le Président réformateur iranien Muhammad Khatami est également marié à une des nièces de Musa al-Sadr.

⁸ Du fait de leur formation et en fonction du « traité » soutenu pendant leur dernier cycle d'études, ils sont aussi habilités à émettre leurs propres avis juridiques dans un domaine de compétence reconnu et défini.

le Liban qu'il formula ses inquiétudes et qu'il tenta de répondre au « plus grand défi du monde arabe ».

Depuis la ville de Tyr, centre urbain majeur du Liban-Sud frontalier de la Palestine occupée, il s'attela rapidement à dénoncer les inégalités socio-économiques, l'inégale répartition des richesses entre régions et l'absence de l'État central libanais dans ce qu'il nomma « les régions déshéritées » : le Liban-Sud, la plaine de la Bekaa, le 'Akkar et les banlieues populaires de Beyrouth, combattant la misère, quelle que soit l'identité confessionnelle des familles obligées. Au-delà des dénonciations et des appels à l'action, ce jeune clerc s'imposa comme une figure dynamique impliquée dans le monde social, puis rapidement politique, et comme un homme connecté aux défis de son temps. Il commença par organiser des campagnes de dons pour construire des écoles, des centres de formation, notamment plusieurs fondations pour l'alphabétisation et la formation des jeunes filles, une école d'infirmières, des orphelinats, des mosquées, des dispensaires, une fabrique de tapis persans, etc. En une courte décennie, il mit sur pied un large « complexe charitable institutionnel » chargé de pallier, au moins en partie, l'absence de l'État et le peu de considération des élites locales dans le Sud, puis la Bekaa et à Beyrouth.

Il développa dans ce cadre une collaboration importante avec plusieurs chefs de l'État, comme les Présidents Chéhab (1958-1964) puis Hélou (1964-1970), des notables chiites, sunnites et chrétiens qui l'assistèrent dans ses divers projets de développement, mais il dut faire face à l'indifférence du Président Frangié (1970-1976) et à l'opposition frontale de plusieurs chefs politiques traditionnels issus des grandes familles du Sud (Khalil et As'ad en premier lieu). Sadr formula un certain nombre de revendications auprès du pouvoir, se faisant graduellement le porte-voix de sa communauté.

Dans un contexte de montée des tensions et de clivages politiques et confessionnels majeurs, il initia de larges manifestations en 1974, rassemblant des dizaines de milliers de ses partisans dans la Bekaa et le Liban-Sud, à l'issue desquels il chercha à créer un mouvement politique transconfessionnel : le mouvement des déshérités (*Harakat al-mahrumin*), recevant en ce sens le soutien de nombreux intellectuels chrétiens, sunnites, druzes et laïques libanais, mais aussi palestiniens. Un an plus tard, en juillet 1975, soit trois mois après le déclenchement des guerres civiles libanaises, il annonça la création d'une organisation paramilitaire, Amal. Il déclara vouloir protéger le Liban-Sud et ses habitants des offensives israéliennes et mettre fin à la guerre civile, déclarant conjointement soutenir le mouvement national palestinien dans son projet de libération nationale en dépit de divergences stratégiques importantes. Sadr se posa en médiateur, cherchant à éteindre l'incendie qui s'était allumé le 13 avril 1975. En dépit de ses efforts, la déchirure libanaise s'élargit et ses fidèles se retrouvèrent aspirés par la guerre. L'occupation d'une partie du Liban-Sud par Israël à partir de mars 1978 et sa disparition en août 1978 ne firent qu'alimenter la conflagration intérieure et la fragmentation du pays.



Musa al-Sadr prononce un discours à Baalbek le 17 mars 1974 pour le lancement du mouvement des déshérités. © Fondation Musa al-Şadr pour la recherche

La communauté chiite libanaise, qui ne se rangeait pas entièrement derrière le leadership de Musa al-Sadr en 1978, s'était retrouvée orpheline, et plusieurs de ses concurrents et opposants manifestèrent spontanément leur solidarité avec leur rival disparu, reléguant leurs vieilles querelles au second plan. S'il était possible d'attaquer « l'imam Musa » de son vivant, sa disparition l'a placé au-dessus de la mêlée. Son départ brutal et inattendu fut un véritable séisme qui marqua profondément l'imaginaire de la communauté chiite jusqu'à ce jour. Son absence provoqua aussi des luttes de succession tout au long des années 1980, desquelles émergèrent plusieurs leaders politiques et religieux. Nabih Berri comme chef du mouvement Amal à partir de 1980, puis chef du parlement à partir de 1992, le sayyid Muhammad Husayn Fadlallah et le cheikh Muhammad Mahdi Shams al-Din sur le plan religieux et, enfin, le sayyid Hassan Nasrallah, emblématique secrétaire général du Hezbollah de 1992 à 2024, lui-même un ancien membre d'Amal de 1976 à 1982, l'organisation fondée par Sadr pour faire face à l'armée israélienne.

Musa al-Sadr, devenu le porte-voix de la communauté chiite libanaise et le catalyseur de sa cristallisation politique, avait été enlevé, « occulté » selon l'expression consacrée renvoyant au cœur de la foi chiite duodécimaine. La deuxième branche majeure de l'islam accorde en effet une place singulière aux descendants du prophète Muhammad, fruits de l'union de sa fille Fatima et de son gendre Ali. Elle reconnaît ainsi une lignée de douze Imams, le premier étant Ali et le dernier, Muhammad al-Hasan al 'Askari, le mahdi. Selon la tradition chiite, ce dernier rentra dans une première « occultation », dite mineure (*al-ghayba al-sughrā*), en 874, après la mort de son père, le onzième Imam. Pendant cette période, il n'échangea avec ses fidèles qu'à travers quatre agents (*wakīl*) ou représentants. La seconde, qualifiée d'occultation majeure (*al-ghayba al-kubrā*) intervint en 941 après la mort de son dernier disciple et « ambassadeur », Ali Ibn Muhammad al-Sammari, coupant ainsi le dernier lien direct entre les fidèles et leur Imam. La manifestation (*ẓuhūr*) finale du mahdi, censé revenir à la fin des temps aux côtés du Christ pour mettre fin à l'oppression et à la tyrannie, précède l'avènement d'un monde où règne la justice⁹, constituant le cœur de l'eschatologie chiite.

Le douzième imam jouit ainsi d'un statut unique et constitue tout à la fois un référent historique de premier plan et une projection vers l'avenir. On le dit « occulté » (*mughayyab*) c'est-à-dire que son absence est envisagée comme provisoire. Le mahdi n'est donc pas seulement un « saint » dont les gestes, propos et leçons demeurent sources d'inspiration et d'imitation dans le présent, mais une figure censée être le sceau et la clef de l'avenir dont le retour est attendu par les fidèles.

Musa al-Sadr est le seul clerc chiite contemporain à bénéficier de ce même qualificatif, « occulté », mis en avant par ses partisans depuis sa disparition en août 1978. Le titre

⁹ Voir par exemple Sabrina Mervin, *Histoire de l'islam*, Paris, Flammarion, 2000, pp. 153-154.

d'« Imam » est lui aussi particulièrement rare. Il renvoie à l'Imam Ali et à ses onze successeurs issus de la lignée directe du Prophète, personnages vénérés dans le chiisme duodécimain. L'ayatollah Khomeini, puis Khamenei, sont parmi les rares contemporains de Sadr à être eux aussi qualifiés d'« Imams ». Toutefois, aucun dignitaire religieux ou chef politique chiite libanais contemporain n'est qualifié d'Imam et encore moins d'« imam occulté » (*al-imam al-mughayyab*).

Le statut de Musa al-Sadr est donc singulier dans le panthéon et la martyrologie chiite contemporaine, tant au Liban que dans l'ensemble des mondes chiites, de l'Irak à l'Iran. Contrairement à son cousin Muhammad Baqir al-Sadr, installé en Irak et assassiné par le régime de Saddam Husayn en avril 1980, ou à plusieurs de ses partenaires et élèves assassinés, comme Raghieb Harb, Abbas al-Musawi ou Hassan Nasrallah (trois religieux chiites libanais assassinés par Israël en 1984, 1992 et 2024)¹⁰, qui jouissent tous du statut de martyr, Musa al-Sadr est « occulté ». Ce qui veut dire que ce dernier demeure présent, prêt à un retour imminent. Malgré quarante-sept ans d'absence, les partisans de Musa al-Sadr assurent que leur chef est toujours vivant, retenu contre son gré dans le désert libyen, tandis que d'autres prétendent qu'il aurait été assassiné quelques jours après son arrivée dans la « Tripoli de l'Ouest ».

Des journalistes libanais ont récemment publié un documentaire sur la BBC où ils prétendent avoir retrouvé la dépouille du sayyid Musa al-Sadr dans une morgue de Tripoli après le renversement de Kadhafi, apparemment identifié par un journaliste qui couvrait l'insurrection libyenne. S'appuyant sur des analyses conduites par Intelligence artificielle comparant une photo de la dépouille avec des photos de Musa al-Sadr, ils affirment ainsi avoir retrouvé le corps et résolu cette énigme majeure et suspendue de l'histoire du Liban contemporain. Poussant le sensationnel sans considération pour les sentiments des proches et la famille du disparu, les journalistes ont ensuite organisé un entretien filmé où ils ont exposé à son fils aîné (sans le prévenir), une photo de la dépouille présumée de son père, afin d'y chercher, à travers un rictus de confusion, de choc et tristesse, un énième argument au service de leurs spéculations. Au-delà de ces pratiques douteuses, le documentaire témoigne probablement des volontés de plusieurs tenants des pouvoirs actuels en Libye, et de certains acteurs libanais, d'obstruer toute enquête qui viserait à résoudre l'affaire. De leur côté, la famille de Musa al-Sadr, le Conseil islamique chiite supérieur, dont Sadr était le président de 1969 à 1978, ainsi que le mouvement Amal, maintiennent que leur chef est toujours porté disparu, emprisonné, mais vivant. Quels que soient les conclusions de cette affaire et le sort de Sadr depuis sa disparition en 1978, ce n'est

¹⁰ Le guide suprême de la République islamique d'Iran, l'ayatollah Khamenei, jouit lui aussi de ce même statut depuis son assassinat par Israël et les États-Unis le 28 février 2026.

pas dans ce mystère que réside la force du personnage et les raisons pour lesquelles son héritage continue à être réactivé, voire sacralisé, par une multitude d'acteurs.



La place des Sadr, Najaf, Irak. Portraits de Muhammad Baqir al-Sadr, Musa al-Sadr et Muhammad Sadiq al-Sadr (assassiné par le régime irakien en février 1999). © Tristan Hillion-Launey, mars 2024.

Ami des puissants qui le convoitaient, héros des déshérités qu'il fit reconnaître, Sadr s'était distingué dès son arrivée au Liban par son ouverture sur les autres communautés du pays, et une volonté de transcender les carcans confessionnels en brisant les préjugés de part et d'autre, par ses visites, discours, rencontres, sa bonhomie et son pragmatisme. Sadr s'était ainsi fait connaître par ses interventions dans des églises, des mosquées sunnites, ou des plateformes de débats et d'échange rassemblant intellectuels laïques et religieux, ce qui lui valut des critiques acerbes de la part de plusieurs de ses pairs, mais aussi la reconnaissance des plus ouverts d'esprit et de penseurs chrétiens, sunnites et druzes, avec lesquels il noua rapidement une profonde amitié et une collaboration poussée.

Sadr articula sa vision du monde et son engagement social, culturel et politique autour de deux piliers essentiels : la foi (*al-imān*) et l'être humain (*al-insān*). Il aimait ainsi à « citer le Messie » pour rappeler que la première n'a de sens que par et pour le second, réfutant ainsi la logique d'institutions sclérosées qui tendaient à inverser cette hiérarchie. Il développa une vision et une *praxis* sociale ouverte, sans dogmatisme particulier, qu'on pourrait presque qualifier d'œcuméniques. L'Islam, en l'occurrence chiite, et ses figures historiques et morales majeures, comme le petit-fils du prophète et troisième imam, Husayn, assassiné à Karbala en 680, demeurent des référents incontournables qui furent mobilisés abondamment par Sadr et ils en constituent la principale grammaire. Mais ils ne s'y résument aucunement, la tradition chrétienne, et les figures de Jésus et de Marie en particulier, constituent des référents tout aussi importants pour ce dignitaire chiite fortement influencé par son environnement libanais. Un cadre du mouvement Amal se souvient : « Quand nous assistions à ses leçons ou ses interventions, il faisait souvent référence à la chrétienté, à ses principes, au symbole moral représenté par le Messie [...] L'Imam al-Sadr nous a appris la « vraie religion » (*al-dīn al-ṣaḥīḥ*), à interagir avec notre frère, quelle que soit sa foi »¹¹. Le fils d'un clerc libanais alors installé à Najaf se souvient des échos et des débats parfois houleux entre oulémas suscités par les prêches de Sadr dans des lieux chrétiens, à l'occasion de la fête des Rameaux, de l'ascension de la vierge, du décès ou de l'avènement d'un pape, mais aussi du fait qu'il s'entourait de personnalités connues pour leur piété et d'autres pour leur culture laïque¹². En outre, il ne s'offusquait pas de la présence de femmes dans son entourage, notamment non voilées, ce qui dénotait clairement avec la plupart de ses pairs du clergé, encourageant par ailleurs la participation de ces dernières dans les luttes sociales et politiques, la vie économique et culturelle. Au cours de rencontres, dîners, manifestations et échanges divers et variés, Sadr partagea sa vision du monde, se

¹¹ Entretien avec « Abu Kharif », un responsable militaire du mouvement Amal de 1975 à 1990. Beyrouth, mars 2023.

¹² Entretien avec le cheikh Muhammad al-Masri et son fils, le cheikh Mustapha al-Masri, Ansar, octobre 2021.

nourrissant de ses pairs afin de développer un discours, de dessiner un horizon de dignité, de sécurité et de prospérité.



Musa al-Sadr prononce un discours à Tyr dans le cadre d'une cérémonie organisée en l'honneur du pape Jean XXIII. © Fondation Musa al-Sadr pour la recherche

Néanmoins, ce clerc qui séduisait des spectres de plus en plus larges de la population libanaise et qui en inquiétait d'autres, avait fait plus qu'entretenir et élargir ses relations avec les dignitaires et fidèles des autres communautés libanaises. Il avait partagé des vues et positions théologiques, politiques et morales et mené des luttes sociales avec certains d'entre eux. Parmi ses plus proches collaborateurs, on peut mentionner le père grec-catholique Grégoire Haddad, l'évêque orthodoxe Georges Khudur, le théologien maronite Joachim Moubarak ou encore le cheikh sunnite Ahmad al-Zayn. Son ami Grégoire Haddad était ainsi l'auteur d'un recueil d'articles intitulé *Libérer le Christ et l'Homme*. Rapidement surnommé « l'évêque rouge », il déclarait dans les années 1960 « travailler à éliminer des postes du pouvoir tous les oppresseurs et les exploitants ». Le théologien et historien Antoine Fleyfel résume sa pensée : « Le Christ ne peut reconnaître une religion qui prend le parti des situations injustes et opprimantes et les chrétiens complices des structures qui nuisent à l'homme n'ont pas le droit de se dire chrétiens ». Sadr fut ainsi invité par Haddad à rejoindre une association transcommunautaire, le mouvement social, qui se donnait comme priorité de lutter contre la pauvreté et le confessionnalisme : « J'ai fait la connaissance du sayyid Musa dans les années 1960 [...] Nous sommes allés lui rendre visite avec deux membres du mouvement social et il nous a rejoints [...] Il était responsable du

comité juridique en raison de ses études à l'Université à Téhéran »¹³. Des villageois chrétiens du Sud emmenés par Grégoire Haddad invitaient aussi leurs voisins chiites pour rompre le jeûne pendant le ramadan, tandis que Sadr invitait les chrétiens à venir célébrer l'assomption, par exemple dans le village frontalier de Shaqra le 15 août 1964.



Musa al-Sadr et Grégoire Haddad à la fin des années 1960, © Fondation Musa al-Sadr pour la recherche

Ce jour-là, Sadr s'exclama devant une foule de fidèles chrétiens et chiites : « La religion ne se limite pas au culte à l'église ou dans les mosquées, les actions bénéfiques, caritatives sont elles aussi des devoirs religieux ». Comme Musa al-Sadr à travers la tradition chiite, Haddad situa « les hommes subissant la misère au centre de la foi chrétienne »¹⁴. Il rejeta les « attitudes apolitiques qui seraient, selon lui, complices de la misère »¹⁵. Tous ces hommes, Sadr en premier lieu, furent profondément influencés par les débats théologiques et politiques issus du concile Vatican II (1962). Ceux-ci avaient replacé la lutte contre la misère au cœur du message du Christ — dont il est l'incarnation suprême — et en avaient fait la mission première de l'Église. L'émergence de la théologie de la libération latino-américaine,

¹³ « L'Imam Musa al-Sadr dans la mémoire de l'évêque Grégoire Haddad », Suad Nur al-Din, *al-Akhbar*, 5 septembre 2022.

¹⁴ Antoine Fleyfel. *Théologie contextuelle arabe : modèle libanais*, 2011 (Emplacement du Kindle 2003).

¹⁵ *Ibid.* (E. 2004).

et l'engagement de plusieurs religieux dans les luttes sociales et politiques en Amérique du Sud qui en découlèrent, des bidonvilles de Buenos Aires à la jungle bolivienne, en constituent la manifestation la plus radicale et concrète. Ils étaient par ailleurs contemporains des débats et luttes sociales menées par ces penseurs chrétiens et chiites libanais et il est probable que les premiers aient influencé les seconds dans une certaine mesure.

Cet héritage intercommunautaire dépassant de loin la simple coexistence entre l'islam et le christianisme est aujourd'hui maintenu et ravivé par la famille de Musa al-Sadr, sa sœur qui dirige la plupart des fondations caritatives fondées par son frère, et ses enfants, notamment son fils Sadr al-Din qui dirige le centre Musa al-Sadr pour la recherche. Le pape François, qui a lui-même gravité dans l'orbite des théologiens de la libération latino-américains, reçut ainsi une délégation de la famille de Sadr en 2019. Au-delà des consultations coutumières sur le sort de l'Imam disparu, la communion de respect mutuel unissant le Vatican à cette illustre famille chiite transnationale révèle de véritables convergences de vue et des canaux de dialogue établis depuis plusieurs décennies.



Rabab al-Sadr reçue au Vatican par le pape François en 2019. © Mehr News Agency

Le mouvement Amal, dirigé depuis 1980 par Nabih Berri, maintient lui aussi cet héritage en entretenant d'excellentes relations avec la plupart des dignitaires religieux chrétiens, sunnites et druzes du pays. Il en va de même à l'international, où il cultive les liens tissés par Sadr avec les patriarchats orthodoxes, grec-catholiques ou encore le Conseil œcuménique des Églises de Genève. Le chef d'Amal, qui préside le parlement libanais depuis 34 ans, a lui aussi toujours entretenu des relations cordiales avec la papauté. Le jour du décès du pape

François, il publiait cet hommage : « Nous perdons un homme : prêtre, moine, ascète, dévoué à l'adoration ; un homme qui a renoncé aux titres pour élever le message céleste à une dimension christique, affirmant qu'il ne saurait y avoir d'équivalence entre l'amour de Dieu et la haine de l'homme. [...] Il était tout cela — et plus encore : Sa Sainteté, le Souverain Pontife, le pape François — qui s'en va, les yeux, le cœur et tous les sens tournés vers la Palestine, vers le Liban, et vers tous les opprimés de la terre »¹⁶.



Nabih Berri reçoit le pape Leon XIV lors de sa visite à Beyrouth le 30 novembre 2025. © Page Facebook de Nabih Berri

La récente visite du pape Léon XIV au Liban du 30 novembre au 2 décembre 2025 fut ainsi suivie avec attention et soutenue par les dirigeants du mouvement Amal. Son entrevue avec Nabih Berri le 30 novembre ne se limitait pas au simple protocole. Elle revêtait une importance particulière du fait du poids majeur de cette force politique chiite, de la centralité de son chef et des liens nombreux et complexes qu'il entretient avec la plupart des communautés chrétiennes libanaises, en particulier dans le Liban-Sud. D'un autre côté, Nabih Berri publie sur ses réseaux sociaux des extraits de sa correspondance avec le pape, par exemple le 4 février 2026 : « J'ai été ému par votre esprit de coopération et votre détermination à transformer les obstacles en opportunités de rencontre et de dialogue, renforçant ainsi l'unité et la fraternité. Je vous encourage vivement à poursuivre cette noble démarche, afin que le Liban demeure toujours un exemple vivant d'espoir et de paix ¹⁷».

¹⁶ Son hommage est publié sur le site du parlement libanais.

¹⁷ Extrait de la lettre du pape Léon XIV adressé à Nabih Berri et publié sur ses réseaux sociaux le 4 février 2026.

La lutte contre la misère et le sectarisme constituait un engagement partagé entre Musa al-Sadr, Grégoire Haddad et plusieurs religieux et intellectuels chrétiens, sunnites et druzes. La défense de la cause palestinienne et la lutte de son peuple pour recouvrer ses droits légitimes constituaient un autre horizon commun, loin de recevoir uniquement le soutien de dignitaires religieux musulmans. Le théologien maronite Joachim Moubarac par exemple, islamologue et secrétaire de Louis Massignon, qui appela à soutenir Amal dès sa création en juillet 1975, affirma haut et fort l'opposition irréductible des chrétiens d'Orient à Israël : « Quand violence est faite à la Palestine, c'est comme un viol que le Liban ressent dans sa propre chair. Mais tant qu'entre la Palestine et le Liban, qui en est malade, il reste une seule voix pour dire non, Jérusalem demeure inviolée dans nos cœurs »¹⁸. Quant à Sadr, il fut le premier religieux chiite libanais à dénoncer massivement et efficacement Israël et ses visées sur le Liban-Sud, appelant le peuple à la résistance, à l'entraînement et à l'armement, tout en pressant les dirigeants politiques d'agir.

¹⁸ Youakim Moubarac, *Palestine et arabité, Pentalogie islamo-chrétienne*, tome V, Beyrouth, éditions du Cénacle.

Dès 1969, sous l'impulsion des autorités religieuses de Najaf et de Qom, Musa al-Sadr appela ses coreligionnaires à soutenir la Résistance palestinienne déployée au Liban et en Jordanie, et les invita à rejoindre le Fatah de Yasser Arafat. Sadr opéra un rapprochement fondateur : l'injustice subie par le peuple palestinien, chassé de sa terre *manu militari* en 1948 dont des centaines de milliers de réfugiés s'étaient installés au Liban (notamment dans le Sud), fut mise en parallèle à la marginalisation structurelle des populations chiites libanaises. De cette convergence des misères naquit « l'alliance des déshérités sur leur terre avec les déshérités de leur terre ». Militants et leaders libanais comme palestiniens appelèrent à l'union, à la coalescence entre résistances palestinienne et libanaise¹⁹. Ce pacte se concrétisa par l'assistance militaire et la formation des partisans de Sadr par des officiers de l'Armée de libération de la Palestine, le tissage de liens structurels avec la Brigade étudiante du Fatah, puis des convergences majeures entre militants chiites libanais et fédayins palestiniens tout au long des années 1970-1980, une collaboration qui dure jusqu'à ce jour. Les attaques régulières de l'armée israélienne sur les villages du Liban Sud à partir de 1968, et les assassinats répétés orchestrés par ses services de renseignement jusqu'au cœur de la capitale libanaise (par exemple en 1972 et 1973), constituèrent, au-delà du développement économique, social, éducatif et culturel des régions marginalisées, le principal défi auquel Musa al-Sadr tenta de répondre jusqu'à sa disparition. Il s'impliqua massivement sur cette question, appelant les habitants et les autorités religieuses de part et d'autre à soutenir la résistance palestinienne et l'État libanais à déployer l'armée pour protéger le territoire et les habitants.

Il réclama conjointement la fortification des villages frontaliers du Liban-Sud et l'entraînement des habitants au maniement des armes. Sadr défendit une stratégie de défense nationale impliquant engagement de l'armée régulière et formation de milices populaires dans les villages frontaliers afin de contrer les incursions israéliennes. Il milita auprès des responsables pour que l'État s'engage, protège ses citoyens et ses frontières, assiste les réfugiés et déplacés, participe au développement de la région, de ses infrastructures et de son système éducatif. Face à l'inaction et à l'attentisme des dirigeants, il chercha à mettre lui-même sur pied une « société de résistance » chargée de défendre le Sud et d'empêcher toute normalisation avec Israël, cherchant à coaliser les différentes composantes de la société libanaise dans son projet.

¹⁹ Par exemple Su'ūd al-Mawlā, al— 'Arqūb, arḍ al-thawra wa al-ṣumūd [Le 'Arqūb, terre de la révolution et de la détermination], *al-Safir*, 14/02/1975.



Musa al-Sadr et Yasser Arafat dans un bureau de l'OLP au milieu des années 1970 © Fondation Musa al-Sadr pour la recherche

Avant de former ses fidèles au maniement des armes, il commença par donner des leçons, conférences et discours pour alerter sur les dangers du projet colonial d'Israël, pour la Palestine, mais aussi le Liban et l'ensemble de la région. Il s'attacha donc à créer une « culture de la résistance » avec son bras droit Mustapha Shamran, physicien iranien, véritable « intellectuel révolutionnaire » et opposant au Shah d'Iran que Sadr avait chargé de la direction d'une école professionnelle dans la ville de Tyr en 1970. Le duo Sadr-Shamran participa ainsi à la formation d'une génération militante, puis combattante qui se matérialisa avec l'émergence du mouvement Amal en juillet 1975, « les bataillons de la résistance libanaise » chargés de poser les bases d'une résistance libanaise, en l'occurrence chiite, contre Israël. Shamran assura la direction organisationnelle et militaire d'Amal de 1975 à 1979 et fut ensuite nommé ministre de la Défense du premier gouvernement de la République islamique d'Iran en octobre 1979. Ministre, mais homme de terrain avant tout, Shamran fut tué sur le front irakien en juin 1981 à Dehlavieh, dans le Kurdistan iranien, aux côtés de plusieurs de ses élèves du mouvement Amal qui l'avaient suivi jusqu'en Iran. Ali Abbas, militant libanais membre d'Amal, trouva la mort aux côtés de son maître et il est ainsi enterré dans le cimetière de Behsht e-Zahra à Téhéran.

Le premier satellite envoyé par la République islamique en 2019 porte d'ailleurs le nom de ce militant qui avait soutenu une thèse en physique nucléaire et travaillé quelques années dans des laboratoires de la NASA avant de s'engager à temps plein dans la révolution, au Liban puis en Iran. Cet héritage, ravivé par ses anciens élèves libanais au cours de commémorations du Liban Sud à la Bekaa en passant par Beyrouth, souligne les

convergences entre la Révolution, puis République islamique, et plusieurs réseaux militants du mouvement Amal, de la fin des années 1970 jusqu'à ce jour.



Mustapha Shamran accueille Ahmad Khomeini au Liban Sud (le fils de l'ayatollah) et lui fait visiter les positions d'Amal fin 1978.

Quant à Nabih Berri, le chef du mouvement Amal, il a toujours entretenu d'excellents rapports avec plusieurs dignitaires de la République islamique d'Iran, notamment Ali Larijani, ancien officier des Pasdaran devenu proche conseiller de Khamenei, qui a joué un rôle majeur dans la signature des accords sur le nucléaire iranien en 2015. Ce personnage clef du régime a entrepris plusieurs tournées au Liban après la mort de Hassan Nasrallah et les accords de cessez-le-feu du 27 novembre 2024, s'imposant comme une des plus importantes courroies de transmission du soutien iranien au Liban en général et vers le Hezbollah en particulier. Chacune de ses récentes visites à Beyrouth était ainsi inaugurée par une coutumière visite chez Nabih Berri, avec lequel il entretient une amitié depuis la fin des années 1990, lorsqu'il était speaker du parlement iranien. Cette relation met en lumière

un autre prolongement des liens complexes et de longs termes entre Amal et la République islamique d'Iran.

Aujourd'hui encore, les mots d'ordre de Musa al-Şadr sont repris par de nombreux acteurs politiques et religieux : « la collaboration avec Israël est illicite », « Israël est un mal absolu », ou encore « Un Liban en paix participe pleinement à lutter contre Israël ». Şadr justifiait son opposition irréductible à Israël et affirmait son soutien aux aspirations nationales palestiniennes par plusieurs arguments : l'inacceptable injustice imposée au peuple palestinien en 1948, les ambitions territoriales d'Israël sur le sud du Liban et sur les eaux du Litani en particulier, la violence déployée par ses troupes contre les habitants et la nature « raciste et suprémaciste »²⁰ de l'État israélien :

La cause palestinienne, dans toutes ses dimensions, est la cause du Liban — elle est même, la première cause du Liban. Car les dangers résultant de l'existence d'un État raciste aux portes du Liban font de l'entité israélienne une menace permanente pour notre pays [...] Et parce que la structure du pouvoir au Liban et celle qui prévaut en Israël sont inconciliables, leur coexistence est impossible.²¹

Sadr considérait en effet le Liban comme un parfait contre-modèle d'Israël, c'est-à-dire un système politique et confessionnel qui, malgré ses manquements, verrous et inégalités, est construit autour de la coopération et de l'interaction de l'ensemble de ses composantes ethniques, confessionnelles et politiques. Il répéta ainsi souvent que le Liban et le succès de son modèle intercommunautaire constituaient un message civilisationnel pour l'ensemble du monde et une participation directe et effective dans le conflit contre Israël et son modèle de domination. En dépit des conflits et divergences stratégiques qui s'exprimèrent parfois amèrement entre 1976 et 1978 entre Amal et plusieurs organisations radicales palestiniennes, puis entre 1985 et 1988²², les factions de l'Organisation de libération de la Palestine au Liban lui rendent hommage chaque année, comme en cette fin août 2025 :

L'imam Sadr fut un symbole de l'unité nationale et une voix de vérité face à l'injustice et à l'occupation. Jamais il n'hésita à prendre des positions fermes et courageuses en soutien au peuple palestinien et à son droit à la liberté, au retour et à l'établissement de son État indépendant. Parmi les paroles les plus marquantes que l'histoire a retenues

²⁰ Sadr décrivait souvent l'État d'Israël en ces termes, appelant à soutenir les forces qui lui résistaient dans la région : l'Égypte nassérienne en 1967, la Syrie et l'Égypte en 1973, l'OLP et le Fatah de Yasser Arafat, puis l'organisation politique et militaire qu'il avait fondée, Amal, destinée initialement à protéger le Liban-Sud des incursions israéliennes.

²¹ *al-Nahār*, 08/05/1975.

²² Une guerre de trois ans, « la guerre des camps », opposa Amal à plusieurs organisations palestiniennes, en particulier le Fatah de Yasser Arafat, à Beyrouth, puis dans le Sud. Au-delà des 2000 victimes, le conflit laissa des traces et plaies significatives dans les mémoires palestiniennes et libanaises. Amal continue cependant de jouer un rôle important dans la régulation des relations palestino-libanaises, tant à Beyrouth que dans les camps palestiniens du sud du pays.

de lui figurent notamment : [...] *La Palestine n'est pas seulement la cause d'un seul peuple ; elle est celle de tous les Arabes, de tous les musulmans et de tous les hommes libres du monde.* L'Imam al-Sadr a incarné le principe d'une communauté de destin et de sang entre les peuples libanais et palestinien. Il n'a cessé d'affirmer que la force du Liban réside dans son attachement à la cause palestinienne et que la libération de la Palestine constitue un devoir à la fois national, arabe, humain et religieux.²³

L'engagement du Hezbollah aux côtés du Hamas le 8 octobre 2023, qui a notamment conduit à l'assassinat de son secrétaire général Hassan Nasrallah le 27 septembre 2024, illustre une partie des prolongements contemporains de cette alliance entre les déshérités *de* leur terre et les déshérités *sur* leur terre. Nasrallah, qui avait lui-même été un responsable politique et culturel d'Amal, semble n'avoir jamais abandonné une des maximes de son premier maître : « Nous veillerons à ce que l'histoire ne dise jamais que les chiites ont négligé la défense des Palestiniens »²⁴. Si la participation du Hezbollah au « front de soutien à Gaza » dès le 8 octobre 2023 fut l'objet d'une large couverture médiatique, l'engagement d'Amal, beaucoup plus restreint et discret, n'a pas été relevé ou commenté dans la presse francophone et anglophone. L'organisation a pourtant participé, militairement, en réalisant plusieurs opérations contre des positions israéliennes à la frontière, mais aussi en jouant un rôle humanitaire avec l'envoi de dizaines de médecins, infirmiers et ambulanciers dans les villages frappés par l'aviation et l'artillerie israéliennes. Ces personnels de santé furent d'ailleurs durement ciblés par l'armée israélienne et l'organisation de Nabih Berri dénombre ainsi la mort de près de cinq cents membres, militants et partisans depuis le 8 octobre 2023, ainsi que des dizaines d'établissements médicaux frappés ou détruits par l'armée israélienne.

²³ Fondation Musa al-Sadr pour la recherche, 31 août 2025.

²⁴ Musa al-Sadr cité par un de ses fidèles et collaborateurs. Entretien avec Husayn al-Musawi, membre fondateur du mouvement Amal en 1975, fondateur d'Amal islamique, puis cadre majeur du Hezbollah depuis 1982.

Les cérémonies funèbres organisées le 23 février 2025 à Beyrouth par le Hezbollah pour commémorer la mort de son historique secrétaire général Hassan Nasrallah, témoignaient, elles aussi, de la permanence de Musa al-Sadr dans le paysage politico-religieux libanais. Comme le laissait entrevoir le portrait fièrement porté par ce jeune militant libanais du mouvement Amal le jour des funérailles de Hassan Nasrallah, Musa al-Sadr continuait à surplomber de son regard tranquille le destin du Liban et de la communauté chiite malgré un demi-siècle d'absence. « L'Imam », comme on l'appelait depuis la fin des années 1960, a été le moteur d'un réveil dynamique et kaléidoscopique des « déshérités sur leur terre », les chiites libanais historiquement marginalisés par l'État dont se revendique aujourd'hui pleinement le « duo chiite » incarné par le mouvement Amal et le Hezbollah. Cette filiation fut en effet posée dès les premières minutes dans le discours du nouveau secrétaire général du Hezbollah Naïm Qassim, ancien responsable culturel du mouvement Amal de 1975 à 1982.



Un militant d'Amal porte un drapeau et un portrait de Sadr le 23 février 2025. © Tristan Hillion-Launey



Une femme se recueille sur le lieu où Hassan Nasrallah fut assassiné à Beyrouth, 20 février 2025 © Tristan Hillion-Launey

Son discours d'hommage, suivi par quelques centaines de milliers de personnes réunies dans la capitale libanaise et retransmis en direct, fut néanmoins entrecoupé par les moteurs

des avions militaires israéliens qui survolèrent la ville sportive, provoquant un torrent de slogans, de déclarations d'allégeance et de poings levés, entre inquiétude et exaltation.



Naïm Qassim, l'actuel secrétaire général du Hezbollah, prononce un discours retransmis à l'intérieur et à l'extérieur de la ville sportive de Beyrouth le 23 février 2025 © Tristan Hillion-Launey

Considéré comme le père de la « société de résistance » libanaise, Sadr voit son œuvre aujourd'hui pleinement reprise et assumée par le Hezbollah. L'actuel chef du parti ne manque jamais de rappeler cette filiation et l'importance de l'héritage de Sadr dans l'histoire et le présent de la résistance libanaise. Quelques jours avant les commémorations officielles du 31 août 2025, Naïm Qasim revenait sur le rôle pionnier qu'avait joué Musa al-Sadr dans l'histoire de la Résistance islamique au Liban :

Dans quelques jours, le 31 août, aura lieu l'anniversaire de la disparition de l'imam Musa al-Sadr — que Dieu le fasse revenir sain et sauf — ainsi que ses deux compagnons, le cheikh Muhammad Ya'qub et le professeur Abbas Badr al-Din. L'imam Musa al-Sadr a été le moteur d'une transformation radicale au Liban, et son influence s'est étendue à toute la région. L'imam Musa al-Sadr est l'imam des résistants ; il est celui qui a inauguré l'ère de la résistance croyante, inspirée de l'exemple husaynite. Il appelait à affronter l'occupant à mains nues et avec les ongles lorsque les armes n'étaient pas disponibles. Il est aussi celui qui a déclaré qu'Israël était un mal absolu, et que Jérusalem ne saurait être libérée que par l'honneur des croyants. Il était aussi vigilant et préservait l'unité

nationale, dans un pays, qui est le nôtre à tous, et comme il le répétait : « si son Sud est affligé, c'est l'ensemble du Liban qui en est affecté »²⁵.



Portraits de Musa al-Sadr, l'ayatollah Khamenei et l'ayatollah Khomeini exposés par les scouts du Mahdi (rattachés au Hezbollah) le jour des funérailles de Hassan Nasrallah, 23 février 2025 © Tristan Hillion-Launey

L'iconographie déployée par le Hezbollah le 23 février 2025 posait ainsi la généalogie militante et spirituelle mise en avant par le parti de Dieu, qui accordait à Sadr une place aussi importante que Khomeini et Khamenei, les deux *marja* et guides de la République islamique d'Iran. La ville sportive de Beyrouth, aménagée pour l'occasion, était en effet drapée d'effigies des deux secrétaires généraux du Hezbollah assassinés par Israël le 27 septembre et le 4 octobre 2024, Hassan Nasrallah et Hashim Safi al-Din, mais le portrait de Sadr n'était jamais loin. C'est Nasrallah et Safi al-Din qu'on enterrait, et Sadr qui officiait.

²⁵ Discours de Naïm Qassim du 25 août 2025, *al-Manar*.



Premier plan : portraits de Raghیب Harb, Abbas al-Musawi et Musa al-Sadr affichés par les scouts du Mahdi. Sur la ville sportive, on peut apercevoir Hashim Safi al-Din à gauche et Hassan Nasrallah à droite, 23 février 2025 © Tristan Hillion-Launey

Le portrait de Musa al-Sadr, souvent agrémenté par montage de celui de Hassan Nasrallah, rayonnant et tout sourire, accompagnait ainsi les dépouilles des deux leaders vers leurs mausolées, faisant ses adieux, par sourires interposés, à celui qui avait été un des anciens fidèles.



Un participant porte un montage affichant Sadr et Nasrallah face à face pendant le passage des dépouilles de Hassan Nasrallah et Hashim al-Safi al-Din, 23 février 2025 © Tristan Hillion-Launey

Nasrallah fut bien plus qu'un ancien cadre d'Amal et un fidèle de Sadr, il avait repris et développé une partie de sa grammaire, faisant de « la société de résistance » pensée par « l'Imam Musa » la pierre angulaire de l'ossature sociale et militaire du Hezbollah, comme en témoigne ici un des chefs militaires du parti :

Je pense que son projet de servir les déshérités à travers l'action sociale et la bienfaisance, nous n'en avons réalisé qu'une infime partie, peut-être 25 % tout au plus. Cependant, en ce qui concerne la société de résistance (*mujtama' muqāwim*) qu'il voulait établir, nous avons réussi à la mettre sur pieds. Voilà quelle était la voie proposée par Musa al-Sadr, qui défendait aussi fortement la coexistence interlibanaise.²⁶

Pendant 32 ans à la tête du Hezbollah, Nasrallah s'est distingué comme une personnalité au charisme indéniable, au style singulier, différent, mais en partie inspiré de Musa al-Sadr et capable lui aussi de réunir des centaines de milliers de personnes par ses discours. Le secrétaire général du Hezbollah, présidait lui aussi au destin du Liban, jouant un rôle majeur dans l'ensemble des discussions et rééquilibrages internes libanais, avec une influence palpable jusqu'en Irak, en Syrie et au Yémen. Il était aussi écouté dans l'ensemble du monde arabe et pas exclusivement dans les mondes chiites, s'imposant comme une figure clivante, mais néanmoins transpartisane et transconfessionnelle. Ses funérailles ont d'ailleurs rassemblé plusieurs centaines de milliers de personnes dans la capitale libanaise, avec la présence notable du petit fils de Nelson Mandela, Zwelivelile Mandela, de militants irlandais ou brésiliens, ou encore des messages de soutien adressés, par exemple, par la fille d'Ernesto Guevera. Au-delà des filiations spirituelles et militantes, Sadr et Nasrallah sont aujourd'hui des figures politico-religieuses libanaises dont l'héritage est réactivé et mobilisé bien au-delà de la communauté chiite libanaise et des frontières du pays du cèdre. Si, comme on vient de le voir, Sadr occupe une place centrale dans l'histoire et la mobilisation du mouvement Amal, mais aussi du Hezbollah, il s'agit d'une figure régulièrement convoquée par des acteurs politiques et religieux extérieurs à la communauté chiite libanaise, notamment par des opposants au duo-chiite, ce qui en fait un cas unique.

L'Imam de la Nation

Davantage encore que la plupart des leaders politiques libanais assassinés puis érigés en héros par leurs partisans, comme Bachir Gemayel, le leader de la milice phalangiste, Kamal Joublatt, chef historique de la gauche libanaise ou encore l'ancien Premier ministre Rafiq Hariri, Sadr est une figure dont l'héritage est approprié et revendiqué bien au-delà de son espace partisan et communautaire, c'est-à-dire dépassant largement le mouvement Amal qu'il a fondé et de la communauté dont il fut le principal porte-voix.

Ghassan Tuéni, fondateur du journal *al-Nahar*, député et intellectuel chrétien, figurait parmi ses plus grands soutiens, au cours du lancement du mouvement des déshérités, mais

²⁶ Entretien avec un ancien cadre militaire d'Amal puis du Hezbollah qui a souhaité conserver l'anonymat.

aussi face aux offensives et à l'invasion israéliennes de 1978 : « J'ai appelé à adopter le projet de l'imam Sadr visant à transformer tout le Sud et ses villages en bastions de la résistance, en coordination avec l'armée libanaise, de sorte que le paysan, dans son champ, porte à la fois la pioche et le fusil »²⁷. Il revenait, dans une autre intervention, sur les réflexions partagées avec Sadr quant à la « création d'une société de résistance » et la nécessité d'inclure davantage de chrétiens dans les rangs de la Résistance nationale libanaise :

Nous étions un groupe réuni autour de Son Éminence l'Imam avant l'invasion de 1978, réfléchissant à la manière de transformer le Sud en une « société de résistance ». [...] La résistance doit sérieusement renforcer son orientation vers l'ensemble des Libanais et, plus particulièrement, vers les chrétiens, tant à l'extérieur du Sud qu'en son sein. [...] Le Sud n'est pas une cause chiite, et la guerre du Sud n'est pas une affaire méridionale isolée. [...] Il faut que tous les Libanais, de toutes les confessions, soient habités par la même conscience face à l'unique ennemi commun. Cette conscience doit se développer dans un sens combatif et résistant, accompagnée d'un enracinement fondateur et profond dans la terre.²⁸

Comme le laissent entrevoir ces témoignages archivés par la Fondation Musa al-Sadr pour la recherche, Sadr avait réussi à rallier des personnalités de tous les horizons politiques et confessionnels dans son projet d'établir une société, puis une organisation de résistance contre Israël. On comptait ainsi des personnalités aussi diverses que Karim Pakradouni, cadre du parti phalangiste, l'intellectuel palestinien Mounir Chafiq ou encore le théologien maronite Joachim Moubarac. Mais ce qui distingue le plus Sadr de ses pairs et des autres leaders politiques libanais contemporains est son rôle majeur dans l'apaisement des conflits interlibanais et libano-palestiniens de la fin des années 1960 jusqu'à sa disparition en 1978. Il occupe par conséquent une place unique dans les mémoires libanaises toutes confessions et tendances politiques confondues, tant du côté des élites politiques et économiques que des classes populaires. Ce sont en effet ses nombreux efforts pour éteindre la guerre civile lors de son déclenchement en avril 1975, dont se rappellent ses partisans, leurs opposants, et la plupart des acteurs politiques libanais : manifestations, grèves de la faim, pressions sur les gouvernants et les parties influentes du conflit pour permettre des accalmies, l'instauration de cessez-le-feu, la libération de prisonniers, la levée d'un siège, etc. Présidents de la république, du gouvernement, députés, ministres et dignitaires religieux de tous bords lui rendent régulièrement hommage, en particulier à l'occasion des rassemblements organisés chaque année le 31 août pour commémorer sa disparition. Quelques mois après son élection, l'actuel Président de la République Joseph Aoun

²⁷ Fondation Musa al-Sadr pour la recherche, 20 août 2008.

²⁸ Intervention de Ghassan Tuéni dans la conférence intitulée « La Résistance et la société de résistance, lecture du parcours du sayyid Musa al-Sadr », Fondation Musa al-Sadr pour la recherche, Kalimat Suwa, 25 novembre 2000, pp. 187-196.

rappelait le rôle majeur joué par Sadr en vue de défendre ce « Liban message et civilisation », uni dans sa diversité et malgré ses clivages :

L'imam al-Sadr n'était pas seulement un homme de religion ; il était un symbole de l'unité nationale et de la justice sociale, un phare du dialogue entre les religions et les confessions. Il croyait en un Liban un et indivisible, et appelait à une société fondée sur la justice et l'égalité, où tous les Libanais vivent sous l'égide d'une citoyenneté authentique. Nous continuons de répéter sa célèbre affirmation : « Le Liban est une patrie définitive pour l'ensemble de ses fils », principe consacré par l'Accord de Taëf [...] Il a tendu des ponts entre toutes les composantes de la société libanaise. Il considérait que la pluralité confessionnelle est une bénédiction, tandis que le confessionnalisme est une malédiction. [...] Le plus fidèle hommage à sa mémoire est d'œuvrer dans son sillage pour un Liban juste et uni, un Liban qui embrasse ses enfants et protège leur dignité — un Liban message et civilisation. Que cette journée soit un moment de recueillement et d'engagement envers les nobles valeurs de l'imam Sadr. Œuvrons ensemble pour un Liban à la hauteur de ses sacrifices et de ses rêves.²⁹

À l'aune de son élection, Joseph Aoun citait un autre de ses discours sur le Liban-Sud « martyrisé » après deux mois d'offensives israéliennes : « Le Liban ne peut pas sourire alors que son Sud pleure et souffre », cherchant par là à attester de ses bonnes volontés à l'encontre de cette population du pays qui avait payé un tribut particulièrement lourd dans la guerre des 66 jours, et qui continue dans une grande mesure d'être abandonné à son sort par l'État central depuis le déclenchement de cette nouvelle phase de la guerre le 2 mars 2026.

Tous les ans, le 31 août, des commémorations, discours et rassemblements sont organisés dans tout le Liban, en particulier dans le sud du pays, la Bekaa et la banlieue sud de Beyrouth par ses proches et partisans, le mouvement Amal qu'il a fondé, et l'institution légale dont il fut le Président de 1969 à 1978, le Conseil islamique chiite supérieur. Le Hezbollah, fondé en 1982 par d'anciens fidèles et opposants de Sadr, participe lui aussi activement à ces commémorations, revendiquant pleinement l'héritage de ce clerc chiite.

Ces rassemblements constituent depuis 1978 des vecteurs de mobilisation politique utilisés tant par ses héritiers que par leurs adversaires. Ils servent ainsi à formuler et défendre des revendications et représentent un temps fort du calendrier politique libanais, a fortiori depuis la guerre de l'automne 2024 et l'occupation illégale par Israël de plusieurs parties du territoire libanais. Cette date est aussi souvent l'occasion pour les opposants du Hezbollah et du mouvement Amal de revendiquer une partie de l'héritage de leur père fondateur. Ces pieds de nez plus ou moins adroits attestent néanmoins du caractère quasi consensuel de la figure de Musa al-Sadr et des usages pluriels dont elle continue d'être l'objet tant dans le champ politique que religieux.

²⁹ *al-Quds al-arabi*, 30 août 2025.

De nombreux adversaires directs du mouvement Amal et du Hezbollah, en viennent ainsi à citer « l'Imam Musa » afin d'attaquer leurs opposants, ne prenant généralement qu'une partie du message et des revendications. En 2019, l'actuel chef des Forces libanaises Samir Geagea, l'ancienne milice chrétienne devenue force politique légitimiste après la sortie de prison de son chef, rendait ainsi hommage à Sadr :

La messe en mémoire des martyrs des Forces libanaises coïncide cette année avec une autre échéance nationale majeure : le quarante et unième anniversaire de la disparition de Son Éminence l'Imam le sayyid Musa al-Sadr et de ses deux compagnons. Musa al-Sadr avait un esprit d'une ouverture rare et une culture immense. Musa al-Sadr était aussi un insurgé contre l'injustice, le féodalisme, l'arbitraire et l'accaparement du pouvoir. [...] En cette occasion, nous nous souvenons de ses prises de position, notamment sa foi inébranlable en l'État libanais, le pari qu'il avait fait sur lui, son insistance sur son autorité suprême et son affirmation absolue de la primauté de l'intérêt libanais sur toute autre considération.³⁰

Ce sont en effet les positions et propos de Sadr sur la nécessité que l'État joue son rôle qui sont saluées et instrumentalisées par les opposants du duo chiite, qui prennent en contrepartie soin de ne pas mentionner les autres propositions du « sayyid Musa » sur la création d'une Résistance nationale libanaise, la formation de milices populaires censées défendre le territoire aux côtés de l'armée régulière et sur le nécessaire développement des territoires marginalisés par ce même État central.

Nadim Gemayel, fils de Bachir, député et membre du parti phalangiste opposé au Hezbollah au Parlement et presque systématiquement coalisé avec les Forces libanaises dans le cadre des élections législatives, ravivait lui aussi l'héritage de Sadr sur son compte tweeter le 31 août 2019, érigé en icône de la préservation des intérêts nationaux face aux ingérences étrangères, sous-entendues iraniennes : « Si l'Imam Musa n'avait pas été occulté, nous ne verrions pas ce que nous observons comme ingérences régionales dans les affaires intérieures libanaises et l'unité nationale serait aujourd'hui plus solide qu'elle ne l'est ». Si le sayyid Musa fut en effet un défenseur de la souveraineté pleine et entière du Liban et de son indépendance vis-à-vis de ses puissants voisins, il fut aussi engagé dans plusieurs dynamiques transnationales, à commencer par la révolution iranienne à laquelle lui et Shamran apportèrent un soutien majeur à partir de 1976. Quoi qu'il en soit, chaque 31 août, ce sont l'ensemble des forces politiques libanaises, et palestiniennes dans une certaine mesure, et les différentes communautés libanaises, qui lui rendent hommage dans des déclarations ou en participant aux rassemblements organisés par le mouvement Amal.

³⁰ Fondation Sadr pour la recherche, 10 septembre 2019.

Le Conseil islamique chiite supérieur (CICS), dont Sadr avait initié la création en 1967 et qu'il dirigeait depuis 1969 pour porter les revendications de sa communauté marginalisée auprès de l'État et assurer la gestion de ses statuts personnels, avait été amputé de son Président. L'intérim fut assuré de 1978 à 2004 par son adjoint, le cheikh Muhammad Mahdi Shams al-Din, qui l'avait rejoint en 1975, puis par Abd al-Amir Qabalan de 2004 à 2021. L'institution est dirigée depuis par le cheikh 'Ali al-Khatib, successeur institutionnel de Sadr dont on peut apercevoir le portrait ci-dessous.



Le cheikh Ali al-Khatib prononce une allocution le 31 août 2025. © al-Majlis al-islami al-shi'i al-a'ala (Conseil supérieur islamique chiite).



Affiche publiée le 31 août 2025 par le mouvement Amal sur laquelle on peut apercevoir l'Imam et ses deux associés ainsi qu'une carte du Liban sur laquelle est écrit « Patrie définitive », renvoyant au slogan de Sadr, « Le Liban est la patrie définitive de l'ensemble de ses fils ». © Bureau médiatique du mouvement Amal.

Les successeurs de Sadr sont ainsi systématiquement désignés « député du président du CICS », afin de souligner la place, pas tout à fait vacante, qui est toujours attribuée à l'Imam malgré son absence. Le 31 août 2025, après des frappes israéliennes meurtrières sur le Liban Sud, le cheikh 'Ali al-Khatib réactivait l'héritage de l'« Imam de la Nation et de la Résistance » :

Quarante-sept années ont passé, et ceux qui sont impliqués dans le crime de la disparition de l'Imam de la Patrie [...] persistent encore aujourd'hui dans leur refus obstiné de coopérer avec les autorités judiciaires libanaises, se soustrayant ainsi à leur responsabilité dans la libération de l'Imam et de ses compagnons des prisons libyennes. [...] Cela signifie que les raisons ayant conduit à la perpétration de ce crime demeurent intactes : elles sont intrinsèquement liées au complot ourdi contre le Liban et son Sud, ainsi qu'à la participation à la réalisation des ambitions de l'ennemi israélien et de ses objectifs visant à morceler la région en micro-États confessionnels et raciaux, à liquider la cause palestinienne et à instaurer une domination absolue sur la région et ses

richesses. [...] Pourtant, malgré l'ampleur de ce crime et l'absence physique de l'Imam Sadr de la scène nationale, son esprit n'a cessé de guider, le front de la résistance à ce complot. Par la conscience et la fidélité qu'il a semées au sein des générations successives, la résistance a grandi, s'est enracinée et s'est affirmée, tant sur le plan culturel que militaire [...] La voie la plus sage, et la moins coûteuse, demeure le retour à la pensée de l'Imam Sadr : une pensée fondée sur l'unité de position, la préservation de l'unité nationale et le refus de la sacrifier au profit de l'ennemi. Tous les Libanais sont redevables à cette unité ; s'ils la perdent, tous tomberont sans exception. [...] L'Imam Sadr, premier résistant de ce pays, nous appelle aujourd'hui, sans distinction, à nous rassembler autour de la patrie et à ne pas la livrer à des intérêts étroits. C'est ainsi qu'il s'était dressé contre la guerre civile criminelle, en mettant en garde contre l'engrenage qui y menait, guerre dont tous finirent par se désolidariser, y compris ceux qui en avaient allumé la mèche, lorsque leurs rêves se furent dissipés. [...] Dans ce contexte, nous appelons l'ensemble des parties à répondre favorablement à l'initiative de notre frère aîné, Son Excellence le président Nabih Berri, en s'ouvrant à un dialogue apaisé et consensuel, seul à même de garantir le salut du Liban et des Libanais.³¹

Amal, l'organisation politique et militaire fondée par Musa al-Sadr et son bras droit Mustapha Shamran s'était, elle aussi, retrouvée coupée de son chef à la veille de ses plus dangereuses confrontations et quelques mois seulement après la première invasion du Liban par Israël (l'opération Litani entamée en mars 1978). Depuis 1980, c'est Nabih Berri qui dirige cette organisation, et qui réussit, pendant et à l'issue des guerres civiles (1975-1991) à la faire migrer des marges vers le cœur du pouvoir. Amal dispose aujourd'hui du second bloc parlementaire et c'est son chef qui est à la tête de l'Assemblée nationale depuis 1992. Son rôle fut essentiel tant dans la négociation de l'accord de cessez-le-feu du 27 novembre 2024 que dans l'élection du nouveau Président de la République Joseph Aoun en janvier 2025, attestant du poids de cette force politique méconnue (par rapport à son frère cadet le Hezbollah), de sa capacité à impulser et médier des compromis et du fait qu'aucun équilibre politique n'est possible sans sa participation ou son assentiment.

Le successeur de Sadr à la tête d'Amal représente une des autres constantes du paysage politique libanais depuis plus de quarante ans, s'imposant comme un pilier institutionnel dont la longévité politique dépasse de loin celle des chefs de l'État dans un régime pourtant présidentiel. Les mandats présidentiels s'étendent sur six ans, avec une réélection possible, tandis que Mr Berri a été systématiquement réélu depuis 1992, pour des mandats de quatre ans. Réélu sans surprise en mai 2022, l'actuel Président de l'Assemblée nationale, qui n'a pas perdu de sa lucidité et de sa verve malgré ses quatre-vingt-sept ans, devrait rester le maestro du parlement libanais pour encore deux ans, les élections ayant été décalées de deux ans en raison de la guerre.

³¹ Son discours est accessible intégralement sur la chaîne *Spot Shot*.

Dans son discours du 31 août dernier, le président d'Amal commença par saluer les « martyrs tombés dans la dernière agression israélienne sur le Liban, à la tête desquels le frère et le compagnon de route, Sa Sainteté le sayyid Hassan Nasrallah », qu'il connaît depuis 1976, puis les « habitants des villages frontaliers du Liban-Sud dont les maisons ont été détruites et les champs incendiés » par l'armée israélienne depuis le 8 octobre 2023.



Des membres du Hezbollah assurent la sécurité pendant le passage du cortège funèbre abritant les dépouilles de Nasrallah et Safi al-Din. On peut apercevoir un drapeau d'Amal (vert) au milieu des drapeaux jaunes du Hezbollah © Tristan Hillion-Launey

Nabih Berri affirma que le Liban avait rempli l'ensemble des engagements pris dans le cadre du cessez-le-feu du 27 novembre 2024, tant du côté du gouvernement et de l'armée libanaise que du côté du Hezbollah, qui a accepté de remettre une partie de ses infrastructures et de son arsenal au sud du fleuve Litani. En contrepartie, Israël ne s'est retiré d'aucune partie de territoire libanais occupé, ayant même élargi son occupation, tandis que les frappes et assassinats continuent en dépit des engagements pris. En 15 mois de « cessez-le-feu », violé plus de 15 000 fois par l'armée israélienne³², près de cinq cents citoyens libanais ont été

³² On comptait 10 000 violations israéliennes en novembre 2025 : « La FINUL dit avoir enregistré plus de 10 000 violations aériennes et terrestres israéliennes depuis un an », *L'Orient-Le jour*, 27 novembre 2025. Le 25 février 2026, MSF dénombrait la mort de 370 personnes et 15 400 violations du cessez-le-feu par Israël. « MSF update: Southern Lebanon—where is the ceasefire? », MSF, 25 février 2026.

tués³³, dont 130 civils entre le 27 novembre 2024 et le 14 novembre 2025³⁴. Son réarmement discret, mais efficace au sud du fleuve et les tirs de roquette menés par le Hezbollah dans la nuit du 1^{er} au 2 mars 2026 en réaction à l'assassinat de Ali Khamenei par la coalition israélo-américaine le 28 février, constituaient les seules violations de l'accord de cessez-le-feu du 27 novembre côté libanais.

Dans ce discours du 31 août, Berri manifesta son opposition à une décision prise par le gouvernement de Nawwaf Salam début août 2025, qui demandait à l'armée de procéder au désarmement du Hezbollah au sud du Litani premièrement, puis dans l'ensemble du pays : « Il n'est pas admissible, au regard de l'intérêt national, de jeter la balle de feu dans le giron de l'armée libanaise, que nous avons toujours considérée — et considérerons toujours — comme le bouclier et la forteresse du pays »³⁵. Les ministres du mouvement Amal ne se sont pas opposés à la décision prise par le gouvernement libanais d'interdire les activités militaires du Hezbollah après le nouvel engagement du parti contre Israël le 2 mars 2026, ce qui fut appréhendé par plusieurs observateurs comme un divorce entre les deux formations chiites. Il semble plutôt que cette posture s'apparente à une manœuvre dont le Président du parlement est un expert, principalement destinée à acheter du temps dans un contexte de tensions extrêmes et en vue de taire et réduire momentanément les dissensions internes. Il est cependant peu probable que le successeur de « l'Imam de la Nation et des résistants » apporte son soutien à une véritable tentative de désarmer la résistance, à moins de renier sa propre histoire et de se séparer d'une grande partie de sa base militante et électorale. Héritier et promoteur de cette histoire et de cette « culture résistante », Berri s'impose aujourd'hui surtout comme un fin tacticien et un médiateur incontournable, entre le Hezbollah et ses opposants libanais, entre le Hezbollah et plusieurs chancelleries européennes, tout en restant en contact régulier avec des officiels iraniens, pakistanais, mais aussi saoudiens et américains.

³³ Données du Ministère de la santé libanais.

³⁴ Données de l'ONG ACLED, « Frappes israéliennes au Liban : l'ONU réclame l'ouverture d'enquêtes « rapides et impartiales », *L'Orient-Le Jour*, 25 novembre 2025.

³⁵ Le discours est accessible ici dans son intégralité.

« L'Imam Musa », enlevé en 1978 et depuis lors décrit comme retenu, assassiné ou « occulté » selon les versions, n'est pas un homme du passé dans le Liban de 2026, comme en témoignent les murs de Beyrouth, les discours des leaders politiques libanais ou encore l'iconographie déployée par Amal et le Hezbollah. Comprendre la place de cette figure singulière dans l'histoire contemporaine du Liban et son ancrage continu dans le présent permet de souligner plusieurs dynamiques de fond, la plupart sous-tendues par les opérations militaires répétées de l'armée israélienne en territoire libanais, dans le Sud en particulier, mais aussi dans la plaine de la Bekaa et jusqu'au cœur de Beyrouth. En mai 1970 déjà, après plusieurs offensives israéliennes sur le Liban-Sud, autour de Tyr, Bint Jubayl, Marjayoun et Hasbaya qui avaient conduit au déplacement de 50 000 citoyens libanais, Sadr interpellait le pouvoir :

Si certains pensent qu'en cas d'occupation du Sud, il subsisterait encore un État nommé Liban et une entité dénommée « entité libanaise », ils se trompent lourdement ; une telle croyance ne résiste ni à l'histoire ni à la logique. En effet, si le Sud venait à disparaître ou à être occupé par une force ennemie, il n'y aurait aucune raison que subsiste un État appelé Liban [...] Nous, les habitants du Sud, nous avons été abandonnés dans cette bataille. C'est à nous seuls qu'il incombe de prendre en charge notre destin et de nous préparer à défendre notre terre et notre honneur.³⁶

Dès la fin des années 1960 et tout au long des années 1970, Sadr avait émis des avertissements sur les risques d'une normalisation entre Israël et le Liban. Il invita à opposer un refus catégorique à toute tentative de négociation et de conciliation avec Israël, et condamna le rapprochement entre l'Égypte et Israël fin 1977, qui abandonnait ainsi le Liban aux desiderata de l'État hébreu, en retirant cet acteur stratégique du « conflit israélo-arabe ».

Quatre ans après la disparition de Musa al-Sadr et juste après avoir restitué le Sinaï à Sadate (fin avril 1982), Israël envahissait le Liban jusqu'à Beyrouth (juin 1982), afin d'en déloger l'OLP et favoriser l'élection d'un nouveau Président, Bachir Gemayel, connu pour sa proximité avec Tel-Aviv³⁷. Les États-Unis et Israël imposèrent ensuite au gouvernement

³⁶ Ya'qūb Ḍāhīr, *Masīrat al-Imām*, *op. cit.*, tome 2, pp. 275.

³⁷ L'opération « Paix en Galilée » fut déclenchée le 6 juin 1982 après une tentative d'assassinat contre l'ambassadeur israélien à Londres Schlomo Argov, organisée par Abu Nidal (Sabri al-Banna), un des plus violents adversaires de Yasser Arafat. Les objectifs annoncés étaient d'éradiquer l'OLP au Liban, pourtant étrangère à cet attentat. Après deux mois de siège et près de 10 000 victimes civiles libanaises et palestiniennes, l'OLP dut évacuer ses troupes de la capitale libanaise d'août à septembre, approuvant un accord signé sous l'égide des États-Unis qui garantissait la sécurité des civils palestiniens désormais sans défense. Un président libanais fut élu sous le contrôle des chars israéliens le 23 août 1982, Bachir Gemayel, avant d'être assassiné le 14 septembre par des éléments pro-syriens. Les massacres de Sabra et Chatila (14-16 septembre 1982) furent commis « en réaction » à cet assassinat par plusieurs groupuscules miliciens d'extrême droite contre des civils palestiniens et libanais, dans une zone sous le contrôle de l'armée israélienne. Près de mille personnes furent massacrées pendant deux jours, tandis que l'armée israélienne utilisa des fusées éclairantes pour permettre la poursuite « des opérations » en pleine nuit, provoquant un

d'Amine Gemayel, le frère et successeur de Bachir, la signature d'accords de paix avec l'État hébreu, les « accords du 17 mai 1983 », en dépit d'une opposition interne majeure et diverse. Nabih Berri et Walid Joumblatt, qui avaient participé à quelques réunions du Comité de salut national en juin 1982 en vue d'une négociation indirecte avec les Israéliens qui assiégeaient la capitale, s'en étaient rapidement retirés, dénonçant son manque de représentativité et s'opposant à des pourparlers tandis que Beyrouth restait sous le feu de l'aviation et de l'artillerie israéliennes. Les accords du 17 mai 1983, considérés par Amal et le PSP comme imposés par la force, cristallisèrent les critiques de l'opposition. Ils conduisirent directement à des affrontements internes dans lesquels le mouvement Amal et le Parti socialiste progressiste de Walid Joumblatt imposèrent par les armes au gouvernement et à l'armée — alors alliée *de facto* des milices pro-israéliennes — l'abrogation de ces accords et le renvoi des responsables israéliens installés dans la capitale³⁸.

Du côté du mouvement Amal, et de la communauté chiite, ce fut principalement « au nom de l'Imam al-Sadr » que ses fidèles s'opposèrent aux accords de paix avec Israël en 1983-1984. « Conformément aux enseignements de l'Imam », plusieurs dizaines de militants s'engageaient militairement contre les forces d'occupation dans les villages du Liban-Sud sous la direction de Muhammad Sa'd³⁹ ou rejoignaient le Hezbollah, alors en pleine formation organisationnelle. Du côté du PSP, ce fut au nom de « Kamal Bek Joumblatt », père de la gauche libanaise et « martyr de la révolution palestinienne » assassiné par le régime syrien en 1977 qu'on s'opposa aux accords du 17 mai. La coalition Berri-Joumblatt, alors forte du soutien soviétique et syrien, força le gouvernement libanais à reculer, conduisant à la démission du cabinet et à la nomination des nouveaux vainqueurs comme ministres d'équilibre. Un mois après « le soulèvement du 6 février 1984 », le parlement libanais abrogeait les accords de paix avec Israël.

scandale aux retentissements internationaux, conduisant par exemple à la mise en place de la commission Kahane en Israël, chargée d'enquêter sur la responsabilité de Tel-Aviv dans ces massacres.

³⁸ Uri Lubrani, un responsable du renseignement israélien qui avait travaillé en Iran jusqu'en 1979, s'était établi à Dbayyeh, au nord-est de la capitale libanaise après le siège et l'occupation de Beyrouth. Le gouvernement libanais fut contraint d'annoncer la fermeture du « bureau de liaison israélo-libanais » et Lubrani dut plier bagage et rentrer à Tel-Aviv, d'où il continua à superviser une partie des opérations de renseignement au Liban-Sud.

³⁹ Fidèle de Sadr et Shamran depuis la première heure, il était responsable des opérations de résistance armée du mouvement Amal contre les Forces israéliennes dans le Liban-Sud de 1982 à 1985. Il fut assassiné le 4 mars 1985 avec quinze autres personnes, lorsque des agents du renseignement israélien firent exploser la mosquée du village où il participait à une réunion pour superviser la distribution d'aides alimentaires. Benyamin Netanyahu, alors représentant d'Israël à l'ONU, nia la responsabilité des forces israéliennes, mais des agents du renseignement ont confirmé la responsabilité de leurs services dans cette opération. Ronen Bergman, *Rise and kill first*, Random House, New York, 2018, p. 379.



Deux jeunes femmes portent des portraits de Nasrallah et de martyrs devant l'hôpital al-Rasul al-Azam, sur la route de l'aéroport de Beyrouth le 23 février. Derrière elles, on peut apercevoir un portrait de Musa al-Sadr et deux de ses célèbres phrases « Israël est un mal absolu » et « La collaboration avec Israël est illicite », 23 février 2025 © Tristan Hillion-Launey

L'armée israélienne entamait un retrait vers la « bande frontalière » quelques mois plus tard, conservant de février 1985 à mai 2000 le contrôle d'une « zone tampon » qui représentait environ 10 % du territoire libanais avec l'aide de milices supplétives. Le 16 février 1985, commémorant l'assassinat du cheikh Raghîb Harb un an plus tôt, le Hezbollah annonçait officiellement son existence dans une lettre ouverte adressée « aux opprimés de la terre ». Le parti s'imposa à partir de ce moment-là et dans les deux décennies suivantes comme l'acteur politico-militaire le plus important du champ de la « Résistance libanaise », historiquement plurielle, jouant un rôle majeur dans le retrait sans condition de l'armée israélienne du Liban Sud en mai 2000.

En dépit de cette histoire, des négociations officielles et directes entre officiels libanais et israéliens ont débuté à Washington en vue de mettre fin à la guerre et tenter de normaliser

les relations entre les deux pays. La première session s'est déroulée à Washington le 14 avril 2026 entre l'ambassadrice du Liban aux États-Unis, Nada Moawad, l'ambassadeur d'Israël Yechiel Leichter et l'ambassadeur américain en Israël Mick Huckabee. L'absence du Hezbollah, pourtant principal belligérant et objet des négociations, et la poursuite des opérations militaires israéliennes, certes sur un rythme moins intense et concentrées dans le Liban Sud, soulignent la fragilité du processus.



Un drapeau du mouvement Amal devant le cortège funèbre abritant les corps de Nasrallah et Safi al-Din, 23 février 2025 © Tristan Hillion-Launey

Soufflant le chaud et le froid, et souhaitant mener ses négociations tout en poursuivant ses opérations militaires, le gouvernement israélien assure garder le contrôle exclusif d'une « zone tampon » en territoire libanais avec totale liberté d'action pour ses forces armées. Après avoir cherché en vain à prendre le contrôle du territoire s'étendant de la frontière jusqu'au fleuve Litani pendant les trois premières semaines de la guerre, l'armée israélienne a renoncé à ce projet pour pérenniser son contrôle sur 55 villages libanais. Employant la même terminologie qu'à Gaza, cette « ceinture de sécurité » dont Israël assure vouloir garder le contrôle malgré le cessez-le-feu est qualifiée de « Ligne jaune ». Tel-Aviv a également fait savoir qu'elle interdirait tout retour des habitants⁴⁰.

Le Hezbollah a immédiatement manifesté son opposition à toute négociation directe avec Israël. L'organisation politico-militaire continue ainsi à mener des opérations armées tant en

⁴⁰ « Liban : Israël instaure une "ligne jaune" comme à Gaza », *I24 News*, 18 avril 2026.

territoire libanais occupé que de l'autre côté de la frontière. Quant à Nabih Berri, il a annoncé qu'il refusait la participation d'une quelconque personnalité chiite à ces négociations tant que l'armée israélienne continue de frapper et d'occuper le territoire libanais. Le chef d'Amal et du Parlement refuse catégoriquement le principe d'une négociation directe, acceptant en revanche des discussions indirectes, dont il est coutumier, afin de permettre l'établissement d'une trêve pérenne, le retour des habitants et la reconstruction de leurs villages, mais aussi pour trancher la question du découpage des frontières terrestres et maritimes. Dans la foulée, le leader du Parti socialiste progressiste Walid Joumblatt, proche ami de Berri, a fait savoir qu'il refusait la participation de Shawqi Abu Nassar, personnalité druze précédemment nommée pour faire partie de la délégation libanaise, tant qu'un chiite n'y participerait pas⁴¹. 500 intellectuels, journalistes et artistes libanais de toutes confessions, notamment de nombreuses personnalités chrétiennes, ont également signé le 19 mars 2026 une pétition invitant à la résistance civile et armée contre Israël⁴². L'appel invite conjointement au refus de tout pourparler avec le gouvernement israélien, qui a tué 2196 Libanais et blessé 7185 autres entre le 2 mars et le 16 avril 2026⁴³. Plusieurs centaines de milliers de personnes restent déplacées et sinistrées, interdites de retourner dans leurs villages, ou dans l'incapacité de s'y réinstaller du fait des destructions matérielles considérables.

Or, Sadr avait été le porte-parole des sans-voix et en particulier des déplacés et réfugiés du Liban-Sud abandonnés à leur sort par l'État central. Il avait aussi été le catalyseur des aspirations et des craintes de la communauté chiite libanaise et des habitants du Sud plus généralement, face aux offensives israéliennes puis face à l'occupation. Si l'héritage de « l'Imam nation » est polyphonique et qu'il est utilisé au service de revendications diverses et parfois antagonistes, il n'a jamais été possible de justifier une quelconque normalisation des relations entre le Liban et Israël en instrumentalisant des propos de « l'Imam Musa ». Sadr fut toujours univoque sur Israël. Pour ses fidèles et héritiers, du mouvement Amal au Hezbollah, les positions de leur Imam sur le Liban et la Palestine sont irrévocables et il est peu probable que les prolongements contemporains de cette histoire les fassent infléchir. L'annonce par Israël de la constitution d'une « ligne jaune » englobant 55 villages du Liban Sud, a ainsi provoqué cette réponse de Nabih Berri, successeur de Sadr à la tête d'Amal :

Il n'y a ni ligne jaune, ni ligne rouge, ni ligne verte ni d'aucune autre couleur ; aucune ligne ne nous concerne, et nous ne pouvons en accepter aucune, sous quelque forme que ce soit. [...] Cette terre est libanaise, et le Liban ne saurait céder ne serait-ce qu'un

⁴¹ Imad Murmul, « Pourquoi Joumblatt refuse de se séparer de Berri », *al-Jumhuriyya*, 25 mars 2026.

⁴² « 500 universitaires, journalistes et artistes adressent un appel patriotique pour une résistance totale contre l'agression israélienne », *al-Akhbar*, 19 mars 2026.

⁴³ Les chiffres sont issus du Ministère de la santé libanais.

seul mètre. S'ils persistent à rester, ils feront face à la résistance, et notre histoire en témoigne. C'est leur occupation et leurs agressions qui nous ont imposé la résistance, qui nous ont contraints à lutter pour libérer notre terre et préserver la souveraineté de notre pays. Rien n'a changé pour nous.⁴⁴

Ces configurations sociales, humanitaires, politiques, diplomatiques et militaires et ces négociations auxquelles aucun gouvernement libanais ne s'était résolu depuis 1982, vont assurément continuer de maintenir la figure de Sadr dans le présent du Liban. Elles risquent aussi d'alimenter des dissensions et d'élargir des clivages importants entre plusieurs acteurs du champ politique. Icône de la coexistence interlibanaise et symbole du refus de la normalisation avec l'État hébreu, Sadr demeure et restera probablement une source d'inspiration transgénérationnelle et un vecteur de mobilisation et de revendications politiques, *a fortiori* dans un contexte d'occupation israélienne.

⁴⁴ Nabih Berri interrogé par des journalistes d'*al-Jumhuriyya*, 21 avril 2026.